FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 118 50 F

1er au 15 octobre 2001

► PORTRAIT : **Le Siècle (6)** (p.1-2)

► POLITIQUE : (p.3-4)

► LOBBIES : (p.5)

► ENQUETE : **Les nouvelles formes d'impérialisme américain (2)** (p.6-7)

► ETRANGER : (p.8)

► ECONOMIE : (p.9)

► KIOSQUE : (p. 10-11)

► POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Baker J. p.6
Barat M. p.5
Baudis D. p.10
Bauer A. p.5
Bouthi M. p.4
Bush G. p.6
Bush G.W. p.6/8
Cardoso F.H. p.7
Carter J. p.6
Céline L.-F. p.11
Chirac J. ...p.3/4/10
Collomb G. p.4
Coston H. p.11
Cresson E. p.3
Pons B. p.3
Delors J. p.7
Dominati L. p.4
Fabius L. p.3
Faurisson R. p.10
Fiterman C. p.1
Gallois P.-M. p.7
Gauchon P. p.4
Gauthier N. p.10
Gayssot J.-C. p.1
Giscard d'Estaing V.p.3
Hussein S. p.4
Jacquard R. p.10
Jospin L. p.4
Lamy P. p.7
Le Pen J.-M. p.10
Leach H. p.9
Malraux A. p.4
Major J. p.6
Mamère N. p.3
Marie E. p.7
Mars D. p.1
Mégret B. p.10
Mitterand F. p.3
Notat N. p.9
Perret P. p.12
Pinochet A. p.2
Quillès P. p.1
Reagan R. p.6
Roosevelt F. p.10
Rossel L. p.10
Rumsfeld D. p.6
Sellière E.-A. p.9
Sergent P. p.10
Straw J. p.8
Tapie B. p.4
Villemarest de P..p.7
Yockey F.P. p.11

DOSSIER — LE SIECLE 2001 (6)

Voici la suite (1) des biographies des nouvelles personnalités admises comme invités en 2000 et 2001 au sein du club Le Siècle, qui peut être considéré comme le principal réseau de pouvoir en France. On le vérifie aisément à l'énoncé des postes occupés par ses membres, aussi bien aux gouvernements ou les banques, que les entreprises ou les médias. Evidemment, par delà les étiquettes politiques, ils incarnent le véritable pouvoir d'aujourd'hui et de demain en France.

1. Voir *F&D* 112 à 115. Par erreur, le dossier du n° 115 a été numéroté Le Siècle 2001 (6). Il fallait lire (5). L'historique complet, avec biographie de ses membres depuis les années 70 a été publié dans *Enquête au cœur du pouvoir*, avec des mises à jour effectuées dans *F&D* : 1996 (8, 30), 1997 (63), 1998 (n° 75 à 79) et 1999 (88 et 89). Cet ouvrage peut être commandé à notre adresse, y compris avec les suppléments réunis dans un tiré à part, pour 250 F port compris.

Jean-Claude Magendie. Magistrat, né le 24 mai 1945 à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Titulaire d'une licence en droit et d'un certificat de sciences criminelles, il débuta comme auditeur de justice en janvier 1970. Juge d'instruction à Toulon en 1973 puis substitut à la Cour de cassation dès novembre 1975, il devint conseiller référendaire à cette même cour en 1979. Président de chambre au tribunal de Rouen en 1989 puis à Versailles en 1993, il est promu présidant du tribunal de Créteil en janvier 1997 et devient président hors hiérarchie du tribunal de Paris en mars 2000.

Dominique Mars. Président de société. Ingénieur de l'Ecole centrale de Paris et titulaire d'un MBA de la Harvard Business School, ce Français polyglotte a fondé, en 1979 à Paris, le groupe Mars & Co, après avoir été l'un des directeurs du Boston Consulting Group, un important groupe d'audit américain. Spécialisé dans le conseil exclusif, Mars & Co dispose de cinq antennes (Greenwich, Londres, Paris, Tokyo et San Francisco) et emploie environ 300 consultants exclusifs au service d'une cinquantaine d'entreprises.

Claude Martinand. Président de société, né le 2 novembre 1944 à Lyon (Rhône). Ingénieur des Ponts et Chaussées, il débuta à la Direction départementale de l'équipement de la Gironde en 1969. Chargé de mission, à partir de 1977, au Secrétariat général du groupe central des villes nouvelles, puis secrétaire général adjoint (il devait signer un *Guide d'architecture des villes nouvelles de la région parisienne*), ce militant, sans doute communiste « hors cadre » (mais il ne l'a jamais reconnu et nul n'a pu le prouver), devint, dès juin 1981, le directeur adjoint puis le directeur du cabinet du ministre communiste des Transports, **Charles Fiterman**. Il conserva ce poste jusqu'en juillet 1984, étant par la suite, en mai 1985, promu directeur général de l'Institut géographique national, après avoir conduit une mission sur le génie urbain pour le compte du socialiste **Paul Quilès**, qui avait remplacé Fiterman (il avait été proposé pour la présidence de la Société des autoroutes Paris-Lyon-Marseille mais fit l'objet d'un blocage en raison de ses convictions politiques). En septembre 1989, il devint directeur des affaires économiques et internationales au ministère de l'Equipement et des Transports. En 1995, il bascula également à la présidence de l'Observatoire du bâtiment et des travaux publics et retrouva un poste de première importance, en 1997, grâce au nouveau ministre communiste des Transports, **Jean-Claude Gayssot**, qui s'employa à le faire nommer à la présidence du nouveau Réseau ferré national (devenu RFF ou Réseau ferré français), qui détient en fait les avoirs de la SNCF (notamment les infrastructures ferroviaires) mais aussi sa colossale dette (plus de 150 milliards de F). C'est lui qui avait mené le débat public sur la SNCF après les grèves de décembre 1995.

Francis Mayer. Haut fonctionnaire, né le 1er septembre 1950 à Ettendorf (Bas-Rhin). Professeur agrégé d'allemand (1973-1976), ce fils d'agriculteur entra à l'Ena par la voie interne (promotion Michel de l'Hospital) en 1977. Affecté à sa sortie au ministère de l'Economie et des Finances, il fut chef adjoint du bureau des investissements étrangers à la direction du Trésor. Administrateur civil hors classe en février 1988, il occupera de multiples fonctions dans cette prestigieuse direction, dont il deviendra sous-directeur en 1991 puis directeur adjoint en 1992. Chef du service des affaires internationales à cette direction depuis 1994 (c'est-à-dire le n°2 ou 3), il dirigea le service des affaires européennes et internationales à partir de novembre 1998, tout en présidant parallèlement, depuis octobre 1997, le Club de Paris, structure informelle mais très influente de

(Suite page 2)


SHOUT
SHARE
IT



PORTRAIT

(Suite de la page 1)

renégociation des dettes publiques des pays en voie de développement. En 1999, il succède à **Ariane Obolensky** comme vice-président de la Banque européenne d'investissements (à Luxembourg).

Philippe Méchet. Sondeur, né le 22 janvier 1960 à Paris XIVe. Diplômé de Sciences Po Paris et d'un diplôme de troisième cycle en sciences politiques, il fut chargé de recherches à la très mondialiste John Hopkins University de Washington (émanation du Council on Foreign Relations) puis, jusqu'en 1989, chargé de mission au département des études politiques de la Sofres. Il participa alors à l'organisation très médiatisée d'un sondage clandestin lors du référendum proposé par le général **Augusto Pinochet** sur l'avenir du Chili. Directeur des collectivités locales et des études de l'IFOP de 1989 à 1990, il a été directeur général de Louis Harris France de 1990 à 1995, avant de devenir directeur général adjoint et directeur du département des études politiques du groupe Sofres en octobre 1995. Proche de la gauche, il a participé au Manifeste contre le Front national (27 novembre 1992) et figuré au conseil scientifique et intellectuel de Vigilance républicaine. Il est secrétaire général du Prix du livre politique et collabore à des index annuels sur l'état de l'opinion publique.

Philippe Meyer. Journaliste, né le 25 décembre 1947 à Germersheim (Allemagne). Il est le fils de Jean Meyer, secrétaire général de la Chambre syndicale des constructeurs de navires. Passé par Saint-Jean-de-Béthune et le Lycée Hoche de Versailles, il étudia à Nanterre, participant au premier comité de grève en 1968 et aux émeutes du Quartier latin. Pourtant modéré de cœur, ce catholique très actif (membre du Centre Richelieu) flirtera avec le PSU et le Mouvement du 22 mars. Après ces épisodes, il part pour le Québec étudier la sociologie, avant de se passionner pour l'antipsychiatrie. Docteur en sociologie (thèse soutenue sous la direction de **Philippe Ariès**), il refusa d'entrer au CNRS où sa carrière était toute tracée. Il a débuté comme chercheur au Centre de santé mentale du Pr **Paumelle** en 1969 (qui voulait en finir avec l'asile) avant de devenir directeur d'études au Groupe d'études des fonctions sociales (1973-1979), puis de bifurquer vers le journalisme critique et caustique. Egalement directeur d'études du programme *Journalistes en Europe* et directeur adjoint du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, il fut chroniqueur à *L'Express* (1980-1984), rédacteur en chef adjoint de cet hebdomadaire jusqu'en 1986, en charge en particulier de la vie culturelle. A partir de 1982, il s'est également tourné vers la radio, devenant producteur de multiples émissions à *Radio France* (*Les Mardis de la musique de chambre*, *Le Grand débat*, *Allegro serioso*, *Télescopages*, et.), ainsi que la télévision avec *Revenez quand vous voulez* sur *M6* ou *Anicroches* sur *La Sept*. Editorialiste au *Point* de 1988 à 1991 et depuis 1994, il a également été chroniqueur à *L'Evénement du jeudi* (1991-1994) et sur *France Inter* (*Carte blanche à…*, *Choses vues, Radio Com, c'est vous !*). Egalement producteur de *Libre examen* sur *France Culture* depuis 1996, il a signé de multiples ouvrages comme *L'Enfant et la raison d'Etat* (condensé de sa thèse, 1977), *Le Communisme est-il soluble dans l'alcool ?* (avec **Antoine Meyer**, 1978), *Le Nouvel ordre gendarmique* (1980), *Justice en miettes* (1979), *Balivernes pour la levée du corps* (1995), *En progrès constant* (1996), *Dans cette vallée de larmes* (1997), *Paris la grande* (1997), *Portaits acides et autres pensées édifiantes* (1999), etc. Il a également coproduit diverses émissions comme *De Nurmeberg à Nuremberg* (*Antenne 2*, 1989, avec **Frédéric Rossif**). En 2000, il a étudié le lancement d'un quotidien de quatre pages seulement, inspiré du quotidien italien *Il Foglio*, contrôlé par **Juliano Ferrarra**, un ex-communiste devenu libéral et ministre de **Silvio Berlusconi** (également actionnaire à hauteur de 38 % d'*Il Foglio*). Il préside également l'Association pour la connaissance de la gastronomie italienne.

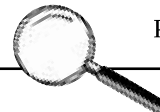
Didier Migaud. Juriste, né le 6 juin 1952 à Tours (Indre-et-Loire). Fils de notaire, il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon et licencié en droit public. Chargé de mission dès 1976 puis directeur de cabinet (1978-1985) du président socialiste du conseil général de l'Isère **Louis Mermaz**, il fut conseiller du président de l'Assemblée nationale **Henri Emmanuelli** en 1985-1986, puis chargé de mission auprès du médiateur de la République. Conseiller régional Rhône-Alpes depuis 1986 et conseiller général depuis 1988, il fut en parallèle premier secrétaire de la fédération socialiste de l'Isère du Parti socialiste de 1980 à 1990. Elu député en juin 1988, il a été systématiquement réélu depuis lors, obtenant encore en 1997 le score record de 62,97 % dans la 4e circonscription. Membre de la Commission des Finances, il en est le rapporteur général depuis 1997. Il est également maire de Seyssins depuis 1995 et a présidé l'Association nationale des élus de la montagne (1996-1998).

Martine Monteil. Commissaire de police, né le 15 janvier 1950 à Vincennes (Val-de-Marne). Elle est la petite-fille d'un policier et la fille de **Robert Feugas**, inspecteur divisionnaire à la Brigade antigang, et de **Marianne Lagiewski**. Elle a épousé **Jocelyn Monteil**, commissaire divisionnaire. Licenciée en droit et diplômée de l'Institut de criminologie, elle est sortie diplômée de l'Ecole nationale supérieure de police de Saint-Cyr au Mont d'Or en septembre 1976 (major de sa promotion). Chef de la section stupéfiants puis adjoint à la Brigade des stupéfiants et du proxénétisme (1982-1989), ce « pur produit de la PP (Préfecture de police de Paris) » devint commissaire principal en 1989 et divisionnaire en 1991, commandant la Brigade de répression du proxénétisme de Paris de 1989 à 1994. Chef de la Brigade criminelle jusqu'en 2000 (première femme à occuper ce poste), elle apparaît largement dans *36, quai des Orfèvres* de **William Assayag** et **Jean-Noël Fournier** (1989). Elle est depuis lors sous-directrice des ressources humaines et de la logistique à la Direction de la police judiciaire de Paris.

Jean-Yves Naouri. Directeur de société, né le à 19 novembre 1959 à Bône (Algérie). Il est le fils de **Joseph Naouri**, médecin, et de **Louise Arrouas**. Il a épousé **Véronique Bardon**, financier et fille d'universitaire. Il est donc le cousin germain (et non le frère comme on le voit souvent écrit) de **Jean-Charles Naouri**, ancien bras droit de **Pierre Bérogovoy**, devenu le PDG d'Euris, et membre du Siècle. Il est comme lui le neveu du rabbin **Rahamin Naouri**, qui fut le rabbin de sa ville natale. Polytechnicien et ingénieur des Mines de Paris, il fut notamment chef de la division « automobiles et techniques industrielles » à la direction régionale de l'industrie de l'Ile-de-France (1987-1991). Conseiller technique du ministre socialiste de L'Industrie et du Commerce extérieur **Dominique Strauss-Kahn** de 1991 à 1993, il devait alors rejoindre Publicis Consultants, nouvelle structure du groupe **Bleustein-Blanchet** orientée vers la communication institutionnelle et le lobbying. En 1997, il coiffe quatre entités, Publicis Consultants, Idées Dialogue Conseil, Média-Finances et Saget Corporate, puis, en 2000, devient de fait le n°2 du groupe présidé par **Maurice Lévy** (qui l'avait rencontré au Cercle de l'industrie présidé par **Raymond Lévy** et appartient aussi au Siècle), comme président de Publicis Conseil. Il est également administrateur de Solange Stricker & Associés, agence de relations publiques, dont le mari de la fondatrice appartient aussi au Siècle.

Vincent Peillon. Universitaire, né le 7 juillet 1960 à Suresnes. Père de quatre enfants, cet agrégé et docteur en philosophie, qui signa notamment un ouvrage sur *La Tradition de l'esprit* (1994), ainsi que l'un sur *Jean Jaurès et la religion du socialisme*, est l'un des plus sûrs espoirs du Parti socialiste même s'il est l'un de ses élus les moins connus. Après avoir semble-t-il milité à l'extrême gauche (il est un proche de **Pierre Moscovici** ou de **Jean-Christophe Cambadélis**), il a adhéré au Parti socialiste en 1992 comme défenseur d'une « éthique de l'exemplarité » à l'époque du « devoir d'inventaire », mitigé, de l'ère mitterrandienne, ralliant rapidement l'aile jospinienne. Signataire de la motion la plus à gauche au Congrès de Liévin en 1994, il entre aussitôt à la direction nationale du PS et prend en main le département des études. En 1997, il devance au premier tour le communiste **Jacques Pecquery** et l'emporte avec 53,81 %, face au RPR sortant **Jérôme Bignon**, dans la 3e circonscription de la Somme, circonscription traditionnelle et rurale où les chasseurs-pêcheurs réalisent des scores records. Premier secrétaire de la fédération départementale du PS, il devra subir une véritable « course à l'échalote » de la part des plus chauds d'entre eux. Proche d'**Arnaud Montebourg**, ce porte-parole du PS depuis janvier 2001 a présidé la mission d'information sur la délinquance financière et les paradis fiscaux en Europe.

(la fin au prochain n°)



POLITIQUE

Dans la plus parfaite indifférence, mais aussi dans le plus grand secret, le commandement de la base militaire aérienne de Creil, placée en alerte (phase 3 OTAN ou DefCon 3) depuis le 11 septembre, jour de l'attentat contre le Pentagone, est assuré par un militaire américain, le commandant **Jeffrey Kulmayer**, officiellement « chargé de liaison », mais en réalité superviseur de l'état d'alerte. En DefCon 3 (un niveau d'alerte atteint seulement en 1973 lors de la guerre du Kippour, et pas durant les deux guerres des Balkans), comme le stipule le règlement internes de l'OTAN, auquel la France doit souscrire en tant que membre, le chef de la BA 110, actuellement le général **Michel Cheminal**, n'est plus le patron du site militaire stratégique. Pilier de la défense aérienne stratégique française, la BA 110, qui compte 700 civils et militaires, abrite, outre deux *Mirage 2000-D* arrivés de Cambrai pour la protection aérienne dans le cadre de Vigipirate renforcé (ils peuvent intervenir dans le ciel parisien en 4 minutes), le « centre de ciblage » (depuis septembre 2000) et le pôle de la Direction du renseignement militaire (DRM) en charge du traitement des photos satellites *Hélios* grâce au système de transmission par satellite *Syracuse*. S'y trouvent aussi le Centre de formation et d'interprétation interarmées de l'imagerie (CF3I), le Centre de formation et d'exploitation des émissions électromagnétiques (CF3E) et l'Unité interarmées Hélios (UIAH). La BA 110 fournit également, dans le cadre de Vigipirate, le contingent des militaires chargés de la surveillance de l'aéroport Roissy-Charles De Gaulle.

► La sécurité de la BA 110 laisserait pourtant fortement à désirer, si l'on en croit le *Rapport parlementaire sur le renseignement de l'image* du député PS **Jean-Michel Boucheron** transmis à l'Assemblée nationale le 4 juillet (téléchargeable à *www.assemblee-nationale.fr/rap-info/i3219.asp*) où ce dernier indique que, dans « des circonstances d'urgence », la procédure de transmission des photos Hélios n'est plus respectée, la DRM s'étant « vu obligé de recourir aux services de Chronopost » !

► Agé de 31 ans, **François Vauglin**, président d'Homosexualité & Socialisme, rejoint le cabinet de **Marie-Pierre de La Gontrie**, adjoint au maire de Paris chargée de la démocratie locale et des relations avec les associations.

Dans *André Rousselet, les trois vies d'un homme d'influence* de **Nicole Vulser**, qui vient de sortir chez Calmann-Lévy, on apprend que ce milliardaire mitterrandien reconnaît avoir « été pétainiste à seize ans ». Il effectua par ailleurs un stage au centre des cadres d'Uriage, près de Grenoble, placé « sous l'égide du secrétariat général de la jeunesse du gouvernement de Vichy ».

► **Jean-Marie Messier** sait assurer ses arrières : il vient de recruter comme chargé de mission à la direction générale de Connex, filiale de Vivendi-Envrionnement, le propre attaché parlementaire de **Laurent Fabius** à Bercy, **Jean-Louis Bouaziz**. Ancien chef de cabinet de **Jacques Mellick** à la Mer puis secrétaire général adjoint de Voies navigables de France, il est le fils de **Georges Bouaziz**, ancien élu PS de Picardie.

► Bien que se refusant à être candidat à l'élection présidentielle, l'écologiste **Noël Mamère** a entrepris de réunir ses partisans au sein d'un très discret club d'influence, le Club du Roseau (« il plie sans rompre »). Parmi ses fondateurs figurent la publicitaire **Emmanuelle Barré**, le professeur et avocat **Jean-Louis Bessis**, l'urbaniste **Michel Cantal-Dupart**, le journaliste (ex-maoïste) **Alain Dugrand**, la réalisatrice **Catherine Glorion**, l'universitaire **Dominique Merle**, etc.

► Le premier atelier-débat (évidemment interne) consacré à *L'Exclusion en milieu urbain* n'a pas utilisé la langue de bois (à l'opposé des déclarations publiques généralement lénifiantes de **Noël Mamère**) et laisse augurer des prochaines violences en banlieue comme le montrent les extraits suivants, le rapporteur allant jusqu'à déclarer : « Les intégrer suppose aujourd'hui une radicalité et une brutalité politique. »

2. Atelier Débat : « *L'exclusion en milieu urbain* »
Animé par Chapour Haghighat, sociologue, maître de conférence en sciences sociales à Paris VII

RESUME DE L'EXPOSE :
Dans une société duale dont une partie ne partage pas la culture, la paix, et l'approche politique de l'autre, la ségrégation spatiale est un facteur aggravant. Les quartiers dit « sensibles » représentent 10% de l'Ile de France. **Nous n'assistons pas encore à une ghettoïsation mais le mouvement s'amorce.**
Caractéristiques sociologiques de la population vivant en « quartiers sensibles » :
- 70% sont ouvriers ou employés (contre 50% en moyenne en Ile de France)
- 35% ont moins de 20 ans (contre 25% en Ile de France)
- 23% sont de nationalité étrangère (contre 12% en Ile de France, 6% en moyenne nationale)
- 14% (jusque 25% par endroit) sont inscrits au chômage (8% en Ile de France).

L'éloignement des « quartiers sensibles » des centres ville (entre autoroute, chemin de fer, décharge publique et zone industrielle) et les problèmes de transport ajoutent à la difficulté d'aller chercher un emploi.
La désaffection à l'égard de la politique et des élections s'est confirmée lors des dernières Municipales.
On constate une féminisation et un rajeunissement de la pauvreté.
Les emplois proposés sont seulement dans le domaine des services et très précaires.
« Alors que la croissance pouvait se partager, aujourd'hui pauvreté et prospérité évoluent parallèlement. »

« Ce sont des zones qui ne partagent pas notre volonté de paix, ne nous comprennent pas. En France, le racisme a lieu au niveau institutionnel (pays latin) : c'est la mixité qui a provoqué les HLM. »
« Sans projet gouvernemental de longue durée, il y aura des explosions sociales qui augmenteront la coercition judiciaire. Si c'est le cas, serons-nous alors vraiment en démocratie ? »

* Chapour Haghighat réagit aux objections : « Il y a ici beaucoup de réactions humanistes. Tous avez raison, mais personne non plus. Pour les besoins de l'exposé j'ai été obligé de tracer de grands traits. Il ne s'agit bien que d'études moyennes. Si les habitants de quartiers sensibles sont devenus différents, c'est bien parce qu'on les a rejetés ! Les intégrer suppose aujourd'hui une radicalité et une brutalité politique. Intégrer suppose aussi de casser le noyau générateur de misère. Autre remarque : quand on dit « quartiers sensibles » ce ne sont pas forcément des quartiers pauvres, mais des quartiers qui refusent systématiquement ce qui se rapporte à la Mairie, à la Ville, etc. »

► Animateur de la section RPR de Sciences-Po, **Vincent Carlez** vient de rejoindre les rangs chevènementistes. Il en est de même du journaliste communiste orthodoxe **Pierre Lévy**, directeur du mensuel *République-Bastille-Nation* et responsable de la Fondation Marc Bloch.

Dans un entretien accordé à la chaîne thématique *Histoire* (mais non encore diffusé), **Valéry Giscard d'Estaing** révèle (on s'en doutait depuis longtemps, cf la biographie d'**Edith Cresson** dans l'*Encyclopédie politique française*) que **Jacques Chirac** avait conclu un accord avec **François Mitterrand** pour le faire battre à l'élection présidentielle de 1981. Argument imparable : « C'est Mitterrand qui me l'a dit. »

► Important changement à la direction de la stratégie de la Direction générale de la sécurité extérieure (services secrets français) : C'est **François-Xavier Deniau** qui est donné comme favori pour succéder à **Bruno Joubert**, nommé ambassadeur auprès de l'OSCE à Vienne. Ce polytechnicien, ambassadeur en République dominicaine, a en effet été conseiller diplomatique du RPR **Bernard Pons** à l'Equipement et aux Transports, directeur adjoint du cabinet de l'UDF **Hervé de Charette** aux Affaires étrangères, et est, depuis 1997, le suppléant de son propre père, le député RPR du Loiret **Xavier Deniau** (il est aussi le neveu de l'ancien ministre DL **Jean-François Deniau**).

POLITIQUE

▶ Il aura fallu les attentats du WTC pour que la police s'intéresse enfin réellement aux très étranges activités d'un réseau islamique creusois très actif sur Internet… dont *F&D* (n° 110) avait révélé l'existence il y a de cela cinq mois. Son responsable, **Smaïn Bédrouni**, a finalement été interpellé le 19 septembre, plaidant aussitôt la « manipulation ». Bien entendu, aucun journal ne nous a cités, préférant reprendre les pseudo-révélations de **Marc Knobel** de la Licra.

▶ L'Union nationale des associations familiales a finalement rejeté l'admission en son sein de l'Association des parents gays et lesbiens, pourtant réclamée par le gouvernement.

▶ Un pôle de « droite libérale » est en voie de formation à la mairie de Paris, à la suite de la démission du groupe municipal tibériste de **Laurent Dominati**, qui devrait prochainement s'allier avec **Jean-Christophe Lekieffre**, élu libéral du IIe arrondissement.

▶ Le mouvement Chasse, Pêche, Nature, Traditions tentera, en mai 2002, de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions.

▶ **Caroline Collomb**, la très jeune épouse du nouveau maire socialiste de Lyon, **Gérard Collomb**, « bachote » pour tenter d'intégrer l'Ena. Elle s'est donc inscrite dans la toute nouvelle « prep'Ena » lancée par l'Ipesup, dont le directeur est **Pascal Gauchon**, ancien président du Parti des forces nouvelles. Ce voisinage qualifié de « sulfureux » par *Le Nouvel observateur* (20 septembre) ne paraît pas gêner les rejetons de la « gauche caviar » puisqu'on trouve parmi les impétrants « la fine fleur de la jeune garde de la section PS du Ve arrondissement ».

EN HAUSSE



EN BAISSE

● **Saddam Hussein**. Ne manquant pas d'un certain humour, le président irakien s'est dit disposé, le 20 septembre, « pour des raisons humanitaires » à venir en aide aux Etats-Unis : « Les Irakiens ont acquis une bonne expérience dans le domaine des opérations de secours grâce aux Américains qui ont utilisé des armes de destruction massive contre l'Irak […] Les Américains ont détruit de nombreux bâtiments, ponts, églises, mosquées ou palais, et c'est pour cela que les Irakiens ont acquis une telle expérience pour secourir et retirer les vivants sous les décombres. » De 1991 à décembre 1998, les Anglo-Américains ont en effet déversé 200 000 tonnes de bombe sur l'Irak. Et depuis 1998, les raids de l'aviation ont fait 366 morts et 1 056 blessés civils, la dernière frappe datant du 18 septembre.

● ***Reuters***. Le « journalistiquement correct » fait désormais des ravages dans les agences de presse. Le rédacteur en chef de l'agence de presse, Stephen Jukes, a envoyé une note aux 2 500 journalistes et correspondants de l'agence leur demandant de bannir désormais de leurs dépêches le terme de « terroriste ». « Nous savons tous que le terroriste des uns est le combattant de la liberté des autres. Cela n'ajoute pas grand-chose de qualifier d'attaque terroriste l'attaque contre le World Trade Center. »

● **Channel Communications**. La compagnie texane qui contrôle 1170 stations de radio aux Etats-Unis a interdit 150 titres de variété comprenant des allusions explosives ou violentes. Parmi elles, *What a wonderful world* de Louis Armstrong, *Bennie and the Jets* d'Elton John ou *Ticket to ride* des Beatles.

▶ L'un des principaux artisans de l'élimination de **Pierre Dubiton**, directeur de l'Olympique de Marseille, considéré comme proche de la droite nationale (ex-OAS et ex-mercenaire au Katanga), au profit de **Bernard Tapie**, a été l'ancien attaché parlementaire et intime du milliardaire failli, **Marc Fratani**, ancien militant trotskyste marseillais.

✋ Erigée en 1972 sur l'initiative d'**André Malraux** à la mémoire de **Charles De Gaulle**, la hideuse croix de Lorraine de 43,5 m de haut (et 1 500 tonnes de béton, bronze et granit) qui défigure les alentours de Colombey-les-Deux-Eglises, vient d'être classée à l'Inventaire supplémentaires des Monuments historiques.

▶ Membre de la Commission trilatérale et du Groupe de Bilderberg, le socialiste **François Heisbourg**, qui fut conseiller de **Charles Hernu** à la Défense de 1981 à 1984, est le premier Français à présider l'Institut international d'études stratégiques de Londres, la principale « Think Tank » en matière de stratégie et de défense, dont il fut directeur de 1987 à 1992. Directeur de la stratégie à Matra-Défense (1992-1998), puis chargé de mission de **Lionel Jospin** pour une mission sur l'organisation en France de l'enseignement supérieur et de la recherche en matière de relations internationales et d'affaires stratégiques, ainsi que conseiller au Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères (1989-1997), il était, depuis décembre 1998, directeur du Centre de politique de sécurité à Genève, ainsi que, depuis avril 2001, de la Fondation pour la recherche stratégique.

▶ **Michel Reveyrand**, nouveau conseiller pour l'Afrique australe et occidentale à la direction du Trésor, est le mari de **Marisol Touraine**, député socialiste d'Indre-et-Loire, donnée régulièrement comme ministrable.

▶ Ancien ministre de la Santé de **Jacques Chirac** et ex-député RPR de Paris, **Michèle Barzach** a épousé à la mi-septembre **Jacques Lebas**, médecin à l'hôpital Saint-Antoine et ancien président de Médecins du monde (le concurrent « de gauche » de Médecins sans frontières).

▶ Le groupe Orbus, opérateur du réseau *Skyrock* et de la radio *Chante France*, présidé par **Pierre Bellanger**, vient de recruter **Malek Boutih**, président de SOS-Racisme, comme directeur de ses relations institutionnelles. Malek Boutih avait soutenu *Skyrock* dans son bras de fer qui oppose la station au Conseil supérieur de l'audiovisuel, après une mise en demeure pour de multiples propos orduriers sur l'antenne.

▶ Directeur de la campagne présidentielle d'**Alain Lipietz**, **Jean-François Collin**, qui vient de démissionner de ce poste, est un ponte des Verts : également directeur de cabinet du ministre de l'Environnement **Yves Cochet**, il est marié à **Béatrice Guérard** qui, sous son nom de jeune fille, est à la fois trésorière de la région Ile-de-France des Verts et directrice administrative du siège national des Verts.

LOBBIES

▶ Afin de contrer tant la presse, soupçonnée d'être trop favorable à la dénonciation des « scandales maçonniques » que les manœuvres des obédiences concurrentes, la Grande Loge nationale française s'était déjà adjoint la société FRI Communications. S'y ajoutent désormais deux personnalités du monde de la communication, **Jacques Blache** et le comte **Pierre de Robinet de Plas**, dont les attaches maçonniques étaient jusqu'alors inconnues.

▶ Le premier, ancien inspecteur des impôts (1967-1986), connut une exceptionnelle accélération de carrière sous la gauche, bien qu'ayant appartenu au cabinet de **Jean Royer** en 1973-1974 : secrétaire national de la Fédération des gaullistes de progrès depuis 1978 et membre de la direction du Mouvement de la paix, ce « compagnon de route » devint en effet, en 1981, chargé de mission pour les relations avec le Parlement de **Jack Ralite**, ministre communiste de la Santé, avant d'être chef de cabinet du secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique **Christian Pierret**. Propulsé sous-préfet en 1986, il fut chargé de mission auprès d'**Edgar Faure** pour la Mission sur le bicentenaire de la Révolution française (1987-1988), chef de cabinet d'**Alain Decaux**, ministre de la Francophonie (1988-19990), avant de se reconvertir à la Sacem comme directeur des relations institutionnelles.

▶ Le second, qui fut notamment PDG d'Eurocom en 1989-1990, a présidé TBWA-de Plas France de 1990 à 1994 et fut vice-chairman du groupe TBWA depuis 1995. Cette personnalité très influente du milieu publicitaire est aujourd'hui président de De Plas Conseil. Il a signé divers ouvrages, dont l'un sous le pseudonyme de **Pierre Beer**, le nom de sa mère, dont il devait revendiquer la judaïté (et la sienne) dans *Tribune juive* (6 avril 2000), issue d'une famille d'origine polonaise qui perça dans la haute couture parisienne. Son père, le comte **Bernard de Plas**, ancien saint-cyrien et aristocrate vendéen, fut pourtant un net antisémite (il divorça d'ailleurs de son épouse, lorsque son fils avait trois ans). Animateur d'un petit groupe technocratique représentatif des milieux d'affaires conservateurs, Travail et Nation, il devait rejoindre **Jacques Doriot** et son Parti populaire français, qu'il quitta en 1938. Après 1944, il sympathisa avec le Parti communiste et fut l'un des pionniers du commerce avec l'Est : membre de la délégation française à la rencontre économique internationale de Moscou en 1952 puis chef de la première mission de commerce française en Chine (en pleine guerre d'Indochine), il fut notamment président de l'Association France-Pologne. Pierre de Plas a épousé en quatrièmes noces, le 27 mars 2000, **Sieglinde Gross**, fille de **Gilbert Gross**, patron du groupe d'achat d'espaces Carat.

▶ Pour la première fois, le Grand Maître du Grand Orient de France, **Alain Bauer**, et le Grand Maître de la Grande Loge de France, **Michel Barat**, ont tenu ensemble une conférence de presse, *Toutes les questions que vous aimeriez poser sur la franc-maçonnerie…*, au Centre d'accueil de la presse étrangère, le 18 septembre, à Paris.

▶ La Fédération de l'Ordre maçonnique international Le Droit humain a tenu son convent du 30 août au 2 septembre. A été élue à la présidence de son conseil national, **Sylvia Graz**, jusqu'alors première vice-président de la Fédération, qui succède ainsi à **Nicole Pruniaux**, Grande Maîtresse depuis août 1999.

▶ En exclusivité, *F&D* peut vous annoncer que les jeux sont déjà faits à la Grande Loge nationale française où, le 1er décembre, c'est **Jean-Charles Foellner**, actuel Député grand-Maître, qui succédera à l'actuel Grand Maître **Claude Charbonniaud**. Il a été choisi par le Grand Conseil, la semaine dernière, par environ 150 voix sur 198, ce choix devant être entériné par le convent des loges. Agé de 58 ans, cet ancien brasseur alsacien, installé au Luc-en-Provence (Var) a été administrateur de l'Union patronale du Var de 1973 à 1999 et membre élu de la Chambre de commerce et d'industrie de ce département en 1992, 1993 et 1994. Chevalier de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite, il fut nommé, en décembre 2000, à titre exceptionnel, Grand Maître de la province Alpes-Méditerranée, à la suite de multiples scandales maçonniques, en remplacement de **Bernard Mérolli**, démissionnaire forcé. Il devait alors dissoudre le collège provincial et placer cette province sous la tutelle, tant pour le secrétariat que pour la trésorerie, de la région de Provence. Il avait d'ailleurs déjà été, de 1982 à 1992, Grand Maître de la région qui regroupait alors tant la Provence qu'Alpes-Méditerranée.

▶ Le Grand Orient de France vient d'ouvrir, très discrètement - mais non dans la clandestinité-, plusieurs ateliers au Maroc

▶ Plus de la moitié du gouvernement roumain, à commencer par le président de la République Premier ministre lui-même, appartient à la franc-maçonnerie « régulière », dont la plupart des ateliers ont été mis en place par la Grande Loge nationale française.

✋ Le Garde des Sceaux **Marylise Lebranchu**, donnée comme franc-maçonne dans *Les Frères invisibles*, vient d'écrire à **Michel Barat**, Grand Maître de la Grande Loge de France, en lui certifiant qu'aucune mesure ne serait prise visant à obliger les magistrats et les policiers à déclarer, comme en Grande-Bretagne ou en Italie, leur appartenance à la franc-maçonnerie. La lettre, encore secrète, devrait être prochainement rendue publique par la GLF.

▶ Le Grand Orient entend faire de 2003, année du 275e anniversaire de l'apparition de la franc-maçonnerie en France, une année « d'extériorisation », avec un colloque commun réunissant neuf obédiences, l'émission d'un timbre maçonnique par La Poste, la création d'un Institut maçonnique de France, etc.

▶ La collection *L'Encyclopédie maçonnique* (dépendant du Grand Orient de France) vient d'éditer plusieurs ouvrages de documentation comme *Franc-Maçonnerie et colonies* de **G. Odo**, *La Franc-Maçonnerie américaine* de **A. de Khegel** et *Le GODF de 1865 à 1914* d'**André Combes**.

ENQUETE

Les nouvelles formes d'impérialisme américain (2)

Avec l'attentat contre les deux tours du World Trade Center et le Pentagone, on a pu vérifier, au vu de l'hystérie guerrière ambiante (rappelant la fameuse et calamiteuse « croisade des démocraties ») que le Nouvel Ordre Mondial est plus que jamais au service de la toute puissance américaine, en particulier économique. Trois conséquences sont déjà évidentes : la prochaine adoption du bouclier anti-missiles américain dont jusqu'alors aucun Etat développé ne voulait (1), la poursuite de la politique israélienne raciste dans les territoires occupés et la marche forcée vers un super-Etat européen avec notamment la fin de l'asile politique et l'adoption du principe d'extradition automatique pour les « terroristes ». Mais, en réalité, derrière ces palinodies politiques, c'est comme on l'a vu dans la première partie de notre étude (*F&D* 117), la machine de guerre économique américaine qui est à l'œuvre, dans le seul but de préserver le niveau de vie de ses ressortissants et les très hauts revenus de ses industriels qui occupent les places majeures de la nouvelle administration américaine. De là le recours à de nouvelles techniques de manipulation des masses, notamment via l'« intelligence » américaine, c'est-à-dire les services secrets alliés aux directions des groupes industriels.

1. Une remarquable synthèse sur le bouclier anti-missiles américain est parue, avant les événements, dans *La Nef* de septembre 2001, sous la signature du général Pierre-Marie Gallois, dont nous extrayons ces quelques lignes : « Avec le bouclier anti-missile, les Etats-Unis risquent de bouleverser l'équilibre nucléaire mondial et de relancer la course aux armements en ce domaine [...] Le déploiement d'un dispositif de DCM incite les puissances nucléaires modestement équipées (Chine, par exemple) à augmenter leur panoplie atomique afin d'être en mesure de saturer le dispositif américain. D'où une nouvelle course aux armements. Mais, rivale de la Chine, l'Inde devrait normalement relever le défi. Ce qui amènerait le Pakistan à faire de même. » Or, comme on le voit aujourd'hui, les Etats-Unis, pour régler leurs comptes avec l'Afghanistan, viennent de lever toutes les sanctions et restriction industrielles ou scientifiques qui existaient encore contre l'Inde et le Pakistan. D'où l'émergence plus que probable d'un nouveau foyer d'instabilité gravissime dans la zone la plus peuplée du monde.

4) LE GROUPE CARLYLE

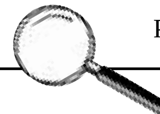
L'une des incarnations de cette imbrication entre militaires et industriels, tellement archétypale qu'elle en apparaît comme un véritable idéal-type, est le groupe Carlyle, totalement méconnu en France bien qu'il soit quand même le premier actionnaire du groupe Hersant, contrôlant notamment *Le Figaro*, l'un des principaux vecteurs d'influence de la bourgeoisie d'affaires française. L'une des seules études, voire la seule parue sur la question à ce jour, a été réalisée par le groupe du Réseau Voltaire, qui, si nous n'en partageons nullement les prises de position libertaires, a pour une fois « tapé dans le mille » (voir leurs études sur leur site *www.reseauvoltaire.com*). Fondé dans les années 80, le Groupe Carlyle est, en principe, une association à but non lucratif, qui pèse la bagatelle de 100 milliards de F et a rapporté en moyenne 34 % de bénéfices par an, durant les dix dernières années, à ses 18 associés plus un investisseur extérieur secret, qui est sans doute l'Arabie séoudite.

Le groupe (appelé désormais GC), installé à Washington, a été fondé par **David Rubinstein**, ancien assistant du président **Jimmy Carter** qui a réuni autour de lui nombre des anciens responsables politiques issus étrangement des administrations **Bush** (père) et **Reagan**. Bien que la pratique du lobbying soit théoriquement interdite aux anciens dirigeants américains, les membres du GC bénéficient d'une influence hors pair grâce à leurs exceptionnels carnets d'adresses. Ils bénéficient donc d'entrées, non seulement à la Maison Blanche (avec **Bush Jr**) mais aussi dans les diverses administrations américaines. C'est ainsi qu'on y trouve **Franck Carlucci**, ancien secrétaire d'Etat à la Défense de Reagan, qui se trouve être un très proche ami (et camarade d'université) de **Donald Rumsfeld**, nouveau secrétaire d'Etat à la Défense.

Les principaux dirigeants du GC sont, outre Carlucci, **James Baker**, ancien secrétaire d'Etat, conseiller « senior », et directeur général, **Jerome Powell**, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Financs de **George Bush**, directeur général, **Robert Grady**, ancien assistant de George Bush, directeur général, **Richard Darman**, ancien directeur du Budget de George Bush, **Daniel D'Aniello**, directeur général. Les principaux conseillers du GC sont George Bush lui même, conseiller « senior » pour l'Asie et le Moyen Orient (chaque intervention est facturée entre 80 et 100 000 dollars), **John Major**, ancien Premier ministre de Grande-Bretagne, **Karl-Otto Poehl**, ancien président de la Banque fédérale allemande, **Anad Panyarachun**, ancien Premier ministre de Thaïlande, **Lord Howe of Aberavon**, ancien vice-Premier ministre anglais, **Fidel Ramos**, ancien président des Philippines, **Park Tae Joon**, ancien Premier ministre sud-coréen, le directeur exécutif du département des investissements d'Abu Dhabi, des présidents actuels ou passé d groupes comme BMW, Hoffmann Laroche, LVMH ou l'Aérospatiale, etc. Officiellement, le GC est une « private equity » spécialisée dans les investssements, notamment en rachetant des sociétés, avec des accords confidentiels le plus souvent jamais rendus publics, en les revendant par la suite avec des bénéfices importants. Ses partenaires sont des banques d'affaires, des compagnies d'assurances, des fonds de pension (récemment, le California State Pension a par exemple versé 305 millions de dollars et le Texas Teachers Pension Fund 100 millions de dollars pour participer aux activités du GC), et des investisseurs privés des Etats du Golfe. Le GC est en outre le principal conseiller financier de la famille royale d'Arabie séoudite.

5) LES ORGANISATIONS HUMANITAIRES

Autre vecteur d'influence directement « sur le terrain », sont les organisations humanitaires dont certaines paraissent véritablement « abonnées » aux manipulations et infiltrations. Il en fut ainsi de plusieurs organisations françaises en Afghanistan, et d'autres, très actives dans la région lyonnaise, qui furent des vecteurs, non seulement de l'influence française, mais surtout américaines. L'une des organisations récentes les plus caractéristiques est sans doute Human Rights Watch, qui a récemment conduit une grande campagne aux Etats-Unis en faveur des Albanais au Kosovo, de manière à discréditer les Serbes. Une



ENQUETE

organisation peu connue en France, mais très active aux Etats-Unis. Comme l'écrit *Intelligence & Sécurité* (juin 2001), « il ne s'agit pas de savoir que HRM est manipulé par le Département d'Etat, la réalité est moins complexe. En effet, en déterminant les fonctions occupées par ses membres, on peut se demander pourquoi HRM revendique le titre d'organisation non-gouvernementale (ONG). » Nombre de ses membres sont directement liés en effet à l'administration américaine, comme **Jack Malock**, ancien ambassadeur en URSS, **Herbert Okrun**, ancien ambassadeur en RDA, **Waren Zimmerman** en Yougoslavie ou encore **Morton Abramowitz**, ancien ambassadeur en Turquie, en charge de la direction « Balkans » du Council on Foreign Relations et auteur d'un rapport sur la « reconstruction des Balkans » suivi à la lettre par l'administration onusienne. Ses travaux sont évidemment soutenus et financés par le Fonds humanitaire Soros pour le Tadjikistan ou le Projet Soros pour les migrations forcées. Parmi la liste des donateurs figurent **Katherine Graham** (récemment décédée), directrice du *Washington Post*, ainsi que de nombreux journalistes du *New York Times*, **Paul Goble**, directeur de la rédaction de *Radio Free Europe*, etc. Comme l'écrit toujours *Intelligence & Sécurité*, « sur les 36 membres du bureau directorial d'HRW, 15 sont membres de « think tanks » et sur les 258 membres des départements de l'HRW, 69 d'entre eux (soit plus du quart) sont des membres du CFR ».

6) TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Comme nous l'avons dit, la raison majeure servant à justifier le système mondial d'écoutes Echelon serait la nécessité d'une « transparence » dans les affaires, afin d'éviter la corruption pratiquée par les entreprises européennes, de manière à rendre « égales » (sic) les chances des entreprises américaines. Pour ce faire, les Etats-Unis ont développé de nouvelles règles économiques (telle l'adoption du nouveau plan comptable américain, qui ne peut que favoriser les entreprises anglo-saxonnes) et favorisent des associations aux buts généreux et théoriquement indépendantes comme Transparency International, dont les thèses ne peuvent, même si elles sont empreintes d'une exigence de loyauté et de rigueur, que favoriser ou servir de justification aux thèses américaines. On n'agit plus dans le domaine de l'humanitaire mais dans celui de l'économie, l'idée initiale demeurant la même.

La section française, dénommée à l'anglo-saxonne Transparency International France, se compose de **Michel Bon** (ex-président), ancien directeur général de l'ANPE et président de France Telecom, membre du Siècle, **Jean-Loup Dherse**, conseiller en entreprise et figure connue du mouvement charismatique, **Daniel Dommel** (président depuis 1996), inspecteur général des Finances honoraire et ancien proche du Réarmement moral durant la guerre froide, **Pascal Lamy**, ex-bras droit de **Jacques Delors** à la Commission européenne, ex-directeur général du Crédit lyonnais, membre du Siècle, et **Lionel Roche**, avocat au barreau de Paris. Figurent également au conseil d'administration **Jacques Friedmann**, ex-PDG d'Air France et de l'UAP puis vice-président de Suez, membre du Siècle, **Raymond Lévy**, ex-président de Renault, membre du Siècle, **Edmond Maire**, ancien secrétaire général de la CFDT, **Thierry Beaugé**, **Marceau Long**, **Alain Pichon**, **Pierre Rosanvallon**, ancien secrétaire général de la Fondation Saint-Simon, **Sharon Courtoux**.

Les rapports annuels de Transparency International (désormais dénommé TI) classent systématiquement la France au même rang que les républiques bananières d'Amérique centrale, les Français étant considérés comme de mauvais partenaires. *La Lettre d'informations* de **Pierre de Villemarest**, suivie par *Le Canard enchaîne* et *Minute*, fut la première à attirer l'attention sur l'étonnante présence de multiples anciens représentants des services secrets américains dans ses instances même si, officiellement, son siège international se trouve au château de Kröchlendorff à Brandebourg en Allemagne, et qu'elle est de droit allemand.

Fondée en 1993, elle s'est donnée pour but officiel, tout en se refusant à toute attitude partisane, de « lutter contre la corruption dans les transactions internationales » et à l'élaboration de législations et de politiques luttant efficacement contre la corruption. S'y croisent donc des buts humanitaires, démocratiques, éthiques et pratiques. Officiellement, le programme d'actions de TI s'applique essentiellement aux transactions de commerce international qui impliquent l'engagement de fonds publics, ce qui est en réalité le cas de la plupart d'entre elles, des organismes comme la Coface en France y étant généralement impliqués.

Sous couvert de la qualité de ses fondateurs et membres, il argue d'une compétence d'« expert » qui lui permettrait de collecter, d'analyser de diffuser « objectivement » une information réelle sur la corruption, n'adoptant pas de position partisane mais dénonçant uniquement des cas individuels (qu'elle recense quand même pour établir son rapport annuel…). Sa « déclaration de mission » de janvier 1996 accuse directement, mais sans les nommer, certains gouvernements de couvrir des entreprises corruptrices. Le procédé décrit est simple : ces mêmes gouvernements conduiraient deux actions parallèles consistant à conduire des projets de définition de règles de conduites applicables aux administrations tout en assurant des facilités fiscales aux entreprises qui enfreindraient ces mêmes dispositions par la corruption des fonctionnaires. L'ONG situe significativement son combat, non pas où la corruption est de règle, pour des raisons à la fois historiques, politiques et économiques, comme dans les pays « du Sud » mais au contraire dans les pays « du Nord » où les règles juridiques sont pourtant établies de longue date.

Son président, **Peter Eigen**, est un avocat de formation qui a travaillé durant 25 ans dans le développement économique, en particulier à la Banque mondiale comme directeur des programmes Afrique et Amérique latine. Sous le patronage de Ford, il a fourni une assistance aux gouvernements du Bostwana et de Namibie, avant d'enseigner le droit à Francfort et Georgetown. Le vice-président **Tundu Abdul Aziz**, de nationalité malaise, a occupé de hautes fonctions dans de grands organismes privés malais. Ancien conseiller à la Banque centrale de Malaisie et à la présidence du Comité industriel national (automobile), il a terminé sa carrière au secrétariat du Commonwealth de Londres, où il a dirigé l'administration durant six ans.

Le vice-président **Frank Vogl** est américain. Président de Vogl Communication à Washington, société spécialisée dans le conseil en gestion, il a également été journaliste à Reuters (Londres et Bruxelles de 1969 à 1970) puis correspondant européen d'affaires les quatre années suivantes. En 1981, il devient directeur de l'information et des affaires publiques à la Banque mondiale jusqu'en 1990, puis opère à Singapour. Egalement chroniqueur pour le magazine *Earth Times*, il a signé divers

(Suite page 9)

ETRANGER



Percée nationaliste à Hambourg

Après 44 ans de règne, le SPD (déjà allié aux Verts, qui ne pèsent plus que 8,6% conte 13,9% en 1997) a perdu la semaine dernière le contrôle de la ville-Etat de Hambourg, au profit d'une coalition composée des chrétiens-démocrates (CDU) et d'une nouvelle formation de droite sécuritaire et populiste, le Parti de l'Offensive de l'Etat de droit du juge **Ronald Schill** qui, en s'inspirant des thèses *volkisch*. (expulsion des délinquants étrangers, castration des délinquants sexuels volontaires, retrait de la Constitution du droit d'asile politique, etc.), a obtenu le score record de 19,4% alors qu'il n'existait même pas encore à l'été 2000.

Parc à thème

Un « parc d'attractions » d'un genre nouveau a fait son apparition à Naplouse le week-end dernier. Il s'agit d'une réplique grandeur nature de la *Pizerria Sbarro* de Jérusalem, qui a fait l'objet d'un attentat-suicide meurtrier. On y trouve une reproduction de la scène, avec faux terroriste-suicide, rejouant le rôle du vrai kamikaze, corps démembrés, éparpillés sur le sol et vrais morceaux de pizza, jonchant victimes et débris. Le côté éducatif du parc n'est pas oublié puisque les visiteurs peuvent être photographiés aux côtés des mannequins des principaux activistes palestiniens. Comme dans tout parc à thème, il y a les héros et les méchants, ce dernier, étant représenté par un juif orthodoxe de Méa Shéarim qui se cache derrière un rocher. Pour ceux qui ne comprendraient pas qui est le méchant, une voix sort du rocher, citant un verset coranique et crie : « O croyant ! Il y a un Juif derrière moi, viens et tue-le ! »

Port d'arme

A la suite des attentats-suicide aux États-Unis, le Parlement brésilien a voté à une très large majorité (234 voix contre 6) la légalisation du port d'armes légères (égales ou inférieures au 8 mm) pour tous les passagers âgés de 21 ans au moins. Il faut savoir qu'au Brésil, 65% des adultes détiennent des armes. Le Parlement a estimé que de cette manière il y aurait suffisamment de personnes capables de réagir contre d'éventuels pirates de l'air. Le président **Fernando Henrique Cardoso** a toutefois l'intention de mettre son veto à cette loi.

Grèce

La CIA fait actuellement pression sur le Département d'Etat pour obtenir la destruction de 1 500 exemplaires du *Foreign Relations of the United States 1964-1968, volume XVI*, qui relate, avec force documents secrets déclassifiés, la politique américaine envers la Grèce, Chypre et la Turquie, et notamment le soutien apporté par les services secrets américains au putsch des colonels. La CIA a peur en effet que ses actuels représentants en Grèce ne soient, une nouvelle fois, l'objet d'attentats du M19, un mouvement terroriste grec clandestin dont aucun membre n'a jamais été arrêté.

Apparentements

Laily Helms, 35 ans, est considérée aux Etats-Unis comme l'ambassadeur non-officiel des Talibans afghans (non reconnu par le gouvernement US même avant les attentats). Ayant vécu passé l'essentiel de sa vie aux Etats-Unis, cette universitaire (en relations internationales) est la petite-fille d'un ancien ministre afghan. Mariée à un cadre supérieur de la Chase Manhattan, elle est surtout (au scandale de la meilleure société du New Jersey, l'Etat où elle habite), par alliance, la nièce de **Richard Helms**, directeur de la CIA dans les années soixante, à l'époque des « coups fourrés » à Cuba et au Vietnam. Elle dispose autour d'elle d'une petite équipe toute acquise aux Talibans, comme le Dr **Davood Davoodyar**, professeur d'économie à l'université de San Francisco, qui fut aussi un combattant anti-soviétique en Afghanistan, le banquier de San Francisco **Ghamar Farhad**, ou **Nake M. Kamrany**, professeur d'économie à l'université de Californie du Sud.

▶ Soucieux de préserver la sensibilité des musulmans, **George W. Bush** a modifié, le 26 septembre, le nom de code de l'opération mise en place après les attentats du 11 septembre, qui devient « Opération Liberté immuable ». L'intitulé « Justice sans limite » décidé la semaine dernière est abandonné, plusieurs chefs religieux musulmans ayant objecté que, d'après eux, seul Dieu est en mesure d'offrir une justice sans limite.

▶ Le Premier ministre russe **Kasyanov** vient de signer un décret spécial autorisant les ressortissants des communautés cosaques de porter désormais le Kinzhal, la dague tradtionnelle caucasienne à lame courbe.

▶ Le ministre britannique travailliste des Affaires étrangères **Jack Straw** a qualifié dans un entretien à un quotidien londonien, le 25 septembre, la politique israélienne de « satanique », ajoutant qu'il comprenait les actes terroristes palestiniens face à la violence de Tsahal et des milices ultrasionistes.

✸ L'Association pulmonaire canadienne vient de lancer une campagne contre l'usage de l'encens et les essences ou huiles parfumées lors des célébrations religieuses, en particulier dans les cultes chrétiens et bouddhistes, estimant que ces « fumigations » pouvaient être dangereuses pour les personnes ayant des problèmes pulmonaires.

▶ 17 Turcs, qui étaient poursuivis à Berne pour avoir nié et tenter de justifier le génocide arménien dans une pétition déposée au Parlement fédéral en 1996, ont bénéficié le 14 septembre d'un non-lieu, le ministère public bernois ayant estimé que les prévenus n'avaient pas agi dans une volonté de discriminations. En revanche, la justice suisse est sans indulgence pour les révisionnistes.

▶ Depuis son refus d'accueillir les 433 demandeurs d'asile afghans réfugiés sur le cargo *Tampa*, le Premier ministre australien **John Howard** a grimpé de 12% dans les sondages.

▶ Depuis le début de la seconde intifada, le tourisme israélien est au bord de la faillite, son chiffre d'affaires ayant déjà baissé de 50%. 10% des 400 hôtels ont déjà fermé et plus d'une centaine devraient suivre et 30 000 employés ont été licenciés. Le tourisme palestinien est encore plus touché, étant pratiquement tombé à zéro à Bethléem, Jéricho et Gaza.

▶ Soupçonnée de transfert de technologie missile en direction du Pakistan, la Chine est la cible du Département d'Etat qui vient de bloquer sine die l'exportation de satellites vers ce pays et qui a décidé de suspendre toute nouvelle demande de licences tant que la Chine n'aura pas satisfait aux mesures de non-prolifération. Le lancement de deux satellites américains (*Apstar 5*, *Chinasat 8*) sur des lanceurs chinois est donc compromis, tout comme celui d'*Atlantic Bird*, construit par l'Italien Alenia Spazio pour l'opérateur Eutelsat et utilisant des composants américains. Pékin a aussitôt répliqué en annonçant des négociations avec Moscou pour le développement d'un lanceur habitable chinois et l'utilisation conjointe du système de navigation par satellite russe GLONASS.

ECONOMIE

Les grandes manœuvres ont commencé parmi les syndicats pour les renouvellements de présidence de caisses, l'un des secteurs les plus « juteux » du syndicalisme. D'ores et déjà, le syndicat qui remportera la présidence de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse (CNAV) sera celui qui se sera engagé à garantir à la CFDT son maintien à la tête de la Caisse nationale d'assurance maladie, car la centrale de **Nicole Notat** est concurrencée par le retour en force de Force ouvrière. La CGC, qui pèse peu, pourrait donc perdre la CNAV au profit de la CGT. La CFTC devrait conserver son seul bastion, la Caisse nationale des allocations familiales.

▶ Déjà menacée par les antimondialistes, la session 2002 du Forum de Davos, qui doit se tenir dans quatre mois, a toutes les chances d'être annulée : un attentat spectaculaire anéantirait en effet la quasi-totalité de l'élite politique, économique et financière des pays développés. Son directeur administratif, **André Schneider**, a d'ailleurs accordé un entretien au *Temps* du 17 septembre, où il admet que le WEF est pour le moment « en suspens », « beaucoup de membres de notre conseil de fondation ont en effet perdu des amis ou des employés à New York et sont encore sous le choc ».

▶ La Chine vient de dépasser les Etats-Unis pour le nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles, avec plus de 120 millions d'abonnés et un rythme de croissance de 5 millions de portables par mois. La recette moyenne par abonné est toutefois deux fois moindre en Chine qu'en Europe (environ 2 600 F par an) et quatre fois moins qu'au Japon

▶ Les indemnités des fonctionnaires viennent d'être discrètement fortement relevées au 1er septembre : les indemnités repas sont portées de 82 à 90 F; l'indemnité journalière à Paris passe de 449 F à 530 F et de 391 F à 430 F en province; l'indemnité de nuitée passe de 285 F à 350 F à Paris et de 227 à 250 F en province; le taux des indemnités kilométriques en enfin revalorisé de 8,7% à compter du 1er février 2002.

▶ **Bill Christ**, président de Calpers, le plus grand fonds (américain) de pension du monde, termine un ouvrage avec **Jean-Christophe Le Duigou**, responsable de l'économie de la CGT, à sortir chez Grasset, en janvier 2002, sous le titre, *Pourquoi les fonds de pension?* Lors de sa dernière visite à Paris, fin août, il a rencontré **Ernest-Antoine Seillière**, à l'université du Medef, puis **Nicole Notat**, secrétaire général de la CFDT.

L'Union européenne vient d'accorder une subvention de 170 millions de F pour moderniser le secteur bancaire… algérien.

▶ Valeur de fonds de portefeuille, qui a longtemps servi de baromètre à des centaines de milliers d'épargnants français, France Telecom a perdu plus de 100% de sa valeur en un an.

▶ La Cour des comptes prépare un rapport explosif sur les problèmes juridiques posés très complexes (et généralement non respectés par l'Etat et les entreprises publiques) par les 35 heures (qui coûteront 120 milliards de F par an).

L'Europe au bord de la récession

La Société générale a publié le 17 septembre une note réservée aux professionnels, dont voici quelques extraits : « Des événements intervenus aux Etats-Unis, nul ne peut évaluer les répercussions économiques tant sont importantes les inconnues concernant l'issue politique et financière de ce choc. A court terme néanmoins, les conséquences ne soulèvent guère de doute : l'activité économique mondiale, à commencer par celle des Etats-Unis, est sur la voie d'un ajustement brutal à la baisse […] Particulièrement mal en point ces derniers mois, l'économie américaine n'est plus en mesure, aujourd'hui, d'éviter une récession […] La forte contraction prévisible des importations américaines risque d'entraîner dans son sillage une bonne partie du globe dans la crise […] L'Europe tirera difficilement son épingle du jeu dans un tel environnement. Particulièrement ouverte sur l'extérieur - les exportations de biens représentent 17% du PIB de l'UEM à la fin 2000, la zone euro est très sensible aux fluctuations de la demande internationale et devrait être frappée par une nouvelle contraction de ses exportations […] Un premier chiffrage laisse entrevoir un choc pouvant avoisiner un point et demi sur la croissance de la zone euro d'ici au milieu de 2002, ce qui pourrait être synonyme de quasi-récession […] Un tel contexte n'est guère compatible ni avec une stabilisation du taux de chômage ni avec le respect du programme de la stabilité budgétaire de l'UEM.

(Suite de la page 7)

articles sur l'éthique et la corruption. Il est également membre ou administrateur de diverses associations et sociétés, notamment administrateur de la société Brookings Institution qui édite les rapports annuels de la Commission trilatérale.
Parmi les autres personnalités membres du conseil d'administration et de direction de TI, on peut citer :
Fritz F. Heimann, président de sa branche américaine, qui fut durant plus de quarante ans avocat chez General Electric et appartient au Comité de la Chambre internationale sur l'extorsion et la corruption et coauteur de la plupart des travaux de l'OCDE sur la corruption de fonctionnaires publics étrangers.

(la suite au prochain n°)

Complément à notre première partie :

1) Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Union européenne, nommé début septembre, est **Rockwell Schnabel**, un puissant homme d'affaires californien d'origine néerlandaise, qui fut un haut responsable, comme par hasard, au département du Commerce américain.
2) **Howard Leach**, nouvel ambassadeur des Etats-Unis en France (alors qu'il ne parle même pas le français). Né en juin 1930, diplômé de Yale, de la Stanford Graduate School of Business et du Stanford Advanced Management College. Cofondateur et président d'entreprises de conditionnement agroalimentaire de 1958 à 1971, en Californie. Notamment président de nombreuses sociétés commerciales comme Tejon Ranch Company, Royal Packing Company et Merit Packing Co (1995-2000). Responsable des finances du Comité national républicain (1995-1997). Administrateur de nombreux organismes d'intérêt publics et privés comme le National Legal Center for the Public Interest (Washington) et le Pacific Research Institute (San Francisco). Ancien président et toujours membre du Conseil des régents de l'université de Californie. Jusqu'à sa nomination, était à la tête de deux entreprises d'investissement de San Francisco, Leach Capital Corp et Leach McMicking.

(la suite au prochain numéro)

KIOSQUE

Plusieurs responsables de site Internet non-politiquement corrects ou anticonformistes font actuellement l'objet de poursuites judiciaires, notamment ceux d'Unité radicale. A noter qu'**Olivier Devalez** est l'objet d'une première : il passe en jugement le 4 octobre (après un premier procès le 2) devant la 17e chambre correctionnelle pour avoir corrigé la traduction française d'un texte racialiste américain de l'Eglise mondiale du créateur et l'avoir renvoyé par mail aux Etats-Unis. Or, il ne l'a ni écrit, ni traduit, ni mis en ligne.

► Président de l'association Promouvoir (qui avait obtenu la condamnation du film *Baise moi!* de **Virginie Despentes**), le juge **André Bonnet**, par ailleurs responsable du MNR, lance une souscription en vue du lancement d'un journal politique et d'actualités générales de huit pages, *France-Demain*, qui paraîtrait trois fois par semaine.

► Autre lancement possible, celui d'un nouveau quotidien à l'imitative de **Silvio Berlusconi**. De tendance de droite libérale, il serait animé par **Dominique Pouchin**, ancien directeur de la rédaction de *France Soir*.

► Le 24 juillet, le Pr **Robert Faurisson** a été mis en examen par le juge **Jean-Paul Valat** pour n'avoir pas procédé au dépôt légal de ses *Ecrits révisionnistes* en février 1999. Alors même que chaque exemplaire était numéroté et nominatif, le juge a estimé que la diffusion hors commerce au sein d'un « cercle de famille », qui permet d'échapper au dépôt légal, n'était pas respectée en raison du tirage, pourtant modéré, de l'ouvrage en question.

► A la mort, dans la nuit du 17 au 18 septembre, de **Jean-Marc Kalflèche**, ancien collaborateur du *Figaro* et du *Quotidien de Paris*, aucune nécrologie n'a rappelé que ce dernier fut un courageux militant de l'Algérie française, ce qui lui valut, en août 1963, une condamnation à deux fois trois ans de prison pour avoir déserté du camp de Maisons-Laffitte et activités pro-OAS. Trésorier de France Afrique Fraternité et pilier de l'OAS-Métro Jeunes de **Nicolas Kayanakis**, il fut aussi l'un des membres du comité de rédaction de *L'Esprit public* avant de soutenir le Mouvement Jeune Révolution de **Pierre Sergent**, où nombre de cadres du FN firent leurs premières armes.

► **Bruno Mégret** a été reçu le 19 septembre par **Dominique Baudis**, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, afin d'obtenir une meilleure présence du Mouvement national républicain dans les émissions télévisuelles.

► Dossier très complet consacré à *La bioéthique : une menace pour l'avenir de l'homme?* dans *La Nef* de septembre (BP 73, 78490 Montfort l'Amaury). La même maison vient par ailleurs d'éditer *La Bioéthique, la biologie et l'avenir de l'homme*, du Dr **Henri Lafont**, président de l'Association des médecins pour le respect de la vie.

► Le nouveau n° de *Montségur*, la revue identitaire des pays d'Oc, est très largement consacré au colonel **Louis Rossel** (enterré à Nîmes) et à la Commune (BP 7114, 30912 Nîmes cedex 2).

► Le n° de *L'Autre histoire* tombe à pic, avec un très gros dossier sur Pearl Harbor et les preuves que **Franklin Roosevelt** était prévenu de la prochaine attaque japonaise. Autres articles de qualité sur **Savitri Dévi**, la renaissance de l'Institute for Historical Review, le Me 262 et le mur du son et **Goulven Pennaod** (La Licorne bleue, 3 bis rue Jules Vallès, 75011 Paris).

L'imprimerie Firmin-Didot (groupe Bussière, cf *F&D* 61), qui a réalisé le best-seller de **Roland Jacquard**, *Au nom d'Oussama Ben Laden…*, édité par Jean Picollec, a tellement peur d'un éventuel attentat qu'elle a refusé de faire figurer son nom, se contentant d'y apposer son n° d'imprimeur.

► Chez L'Harmattan, parution d'une thèse de doctorat consacrée par **Stéphanie Corcy-Debray** à *Jérôme Carcopino, un historien à Vichy*, remarquable biographie de l'ancien directeur de l'Ecole française de Rome, académicien, ministre de l'Education nationale de l'Etat français (1940-1942) puis directeur de l'Ecole normale supérieure jusqu'en 1944, dont nombre des ouvrages sur Rome demeurent inégalés (notes, bibliographie détaillée).

► A déconseiller, la nouvelle série de bandes dessinées *Amérikkka*, à sortir aux Editions du Lézard, sous la signature de **Roger Martin** : d'obédience communiste, cet écrivain est l'un des responsables de Ras l'front dans la région de Carpentras.

► Les Editions Objectif France (MBE 244, 69 Bd Saint-Marcel, 75013 Paris) sortent un splendide album, *Le Pen*, réalisé sous la direction de **Yann Maréchal** et **Nicolas Gauthier**. Cet ouvrage indispensable pour connaître l'histoire du président du Front national comprend plusieurs centaines de photos, pour la plupart inédites, dont l'une de **Jean-Marie Le Pen** serrant la main de **Jacques Chirac** alors même que l'actuel président de la République a toujours prétendu le contraire.

► Chez Phébus/Libretto, traduction de la biographie extrêmement fouillée consacrée par **Fawn Brodie** à l'explorateur anglais **Richard Burton**, *Un diable d'homme*, qui découvrir les sources du Nil(photos, notes, index). D'une personnalité exceptionnelle, ce fascinant personnage (1821-1890), qui fut également le premier à atteindre La Mecque, déguisé en pèlerin, était d'un anti-judaïsme tel que plusieurs passages de *The Jew, The Gipsy, and el Islam*, notamment ceux sur le meurtre rituel du **père Thomas** à Damas en 1840, n'ont jamais été publiés.

► Dans son excellente collection illustrée *B.A.-BA*, Pardes (BP 47, 45390 Puiseaux) continue son remarquable travail de recension avec un *B.A.-BA des Monstres* de **Jean-Paul Ronecker** (bibliographie) et un *B.A-BA des Vikings* par **Bernard Marillier**, une histoire remarquablement synthétique des « hommes du Nord » qui partirent à l'assaut de l'Europe à partir de 793.

► **Pinatel** signe un nouveau album-recueil de dessins humoristiques et acides consacrés aux thèmes politiques et sociaux (Le Trait-Autoédition, 22 rue Saint Paul, 75004 Paris)



KIOSQUE

► *The Secret King : Karl-Maria Willigut, Himmler's Lord of the Runes* (Le Roi secret : Karl Maria Willugut, le maître des runes d'Himmler) est la première biographie américaine de **Kurt Maria Willigut**, considéré comme « le **Raspoutine** d'**Himmler** ». Elle comprend également des textes rarissimes de cet auteur « maudit » et un entretien avec sa plus proche collègue, **Gabriele Winckler-Dechend** (33 $ port compris, Dominion, PO Box 129, Waterbury Center, VT 05677, Etats-Unis)/

► Chez Rémi Perrin (46 rue Sainte-Anne, 75002 Paris), **Yves Daoudal**, directeur de la rédaction de *National-Hebdo*, signe *Le Dossier Boudarel*, remarquable étude de l'itinéraire du commissaire politique communiste du camp 113 en Indochine devenu professeur d'université à Paris VI.

► Chez Clovis (BP 88, 91152 Etampes cedex), parution de plusieurs volumes de qualité pour la jeunesse comme *Lépante, les galères du Christ* d'**Huguette Pérol** et la bande dessinée *Agathe et Louis au Mont Saint-Michel* d'**Emmanuelle Deleplanque** et **Grégoire Mathieu**.

► Catalogue d'ouvrages américains et anglais très non-conformes politiquement : Sons of Liberty Books List (Box 449, Arabi, LA 70032, Etats-Unis).

► Nouveau catalogue d'ésotérisme, occultisme, franc-maçonnerie et judaïca, malheureusement assez cher : L'Oiseau-livre (**Dominique Nicol**, 3 rue Pache, 75011 Paris. Tel. : 01 34 70 93 77).

► *Internet* : 1) Site anti-NTM : *www.noustrisos-mongols.fr.fm* 2) Site anti-conformiste virulent : *www.hommeslibres.fr.fm* 3) Notre France : *http://site.voila.fr/notrefrance7* 3) La version intégrale du *Wolrdwide Equipement Guide* (version 1999), qui présente de manière détaillée les principales armes du monde (du lance-roquette au char de combat) est téléchargeable à *www.leaven-worth.army.mil/threats/products/weg/weg.pdf* 4) Textes de **Francis Parker Yockey**, auteur d'*Imperium* : *www.faem.com/yockey/yockey.htm* 5) intéressant site personnel sur le communisme en France : *http://perso.wanadoo.fr/nationfrançaise/index.htm* 6) Excellent site de liens sur la politique : *www.politicalresources.net/home.htm* 7) Site consacré à **Charles de Foucauld** : *www.charlesdefoucauld.com/fr/Index_fr.htm* 8) Noms révolutionnaires des communes de France : *http://oj.deville.free.fr/JDNomes/revolution.htm* 9) Copieux site sur la « cyberwar » : *http://www.psycom.net/iwar.1.html* 10) Moteur spécialisé dans les sciences : *www.scientific-search-engines.com* 11) Historique des régiments français, pour la plupart dissous : *http://perso.worldonline.fr/historiqueregiment/* 12) Site en anglais (il n'y a pas de version française) de la Contre Réforme Catholique de **Georges de Nantes** : *www.crc-internet.org/index.htm*

► Catalogue célinien édité par le « célinomaniaque » **Emile Brami**, toujours aussi riche (avec des lettres inédites) et… aussi coûteux (Librairie D'un livre l'autre, 6 rue Bréa, 75006 Paris. Tel. : 01 56 24 34 54). Brami doit sortir en octobre, aux Editions Capharnaüm, *Au bout de la nuit, L.F. Céline au Danemark* (124 p., seulement 50 F en souscription à la librairie).

► Soixante-quinze lettres de **Louis Ferdinand Céline**, rédigées depuis son exil danois, seront mises en vente le 11 octobre par l'étude de Me **Claude Aguttes** à Neuilly en un seul lot estimé entre 400 et 600 000 F.

► La messe à la mémoire d'**Henry Coston**, à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, aura lieu le 20 octobre à 11 h (et non le 22 comme indiqué dans *F&D* 117).

► Du 16 octobre 2001 au 27 janvier 2002, au Musée d'Orsay, exposition sur *Strindberg, le peintre et le photographe*.

► Le Cabinet des Gueules cassées est l'un des musées les plus méconnus de Paris. Se situant au sein du Musée du Service de santé des Armées du Val-de-Grâce, il n'est visible que sur rendez-vous, par très petits groupes. Très récemment restauré, il se compose d'une pièce de 30 m² où sont réunis moulages de plâtre ou de cire, instruments de chirurgie, prothèses, photographies et de très courts films sur les 20 000 grands blessés de la face, défigurés par les éclats d'obus (1 place Alphonse Laveran, 75005 Paris, Tel. : 01 40 51 51 94).

► Exposition à Beaubourg consacrée à **Adalberto Libera** (1903-1963), qui figure parmi les principaux représentants de l'architecture rationaliste italienne. Y figurent de nombreux projets futuristes des années 20 puis les grandes commandes institutionnelles des années fascistes (Poste de Rome, 1933, pavillon de l'Italie à l'exposition universelle de Bruxelles, 1935, auditorium de Rome, 1935, gare de Sofia, 1940) mais aussi le village olympique de 1957.

► Associations d'écrivains. 1) Société des amis de Montherlant, c/o **N. Herpe**, 17 rue des Petits-Carreaux, 75002 Paris. 2) Association des amis de Pierre Boutang, c/o **S. Giocanti**, 47 rue de Rocherchourd, 75009 Paris. 3) Association pour l'étude de la pensée de Simone Weil, c/o **André Devaux**, 5 rue Monticelli, 75005 Paris. 4) Société Internationale d'Etudes Greeniennes, c/o **M. Raclot**, 16 rue Vineuse, 75016 Paris. 5) Association des amis de Jean Giono, BP 633, 04106 Manosque. 6) Société des Etudes Bloyennes, c/o **Michel Arveiller**, 39 quai de Grenelle, 75015 Paris.

► Les premières Journées du livre sur l'Irak se tiendront les 12 et 13 octobre à l'Académie diplomatique internationale (4 bis, avenue Hoche, 75008 Paris).

► Destruction « fortuite » d'un pont de l'architecte **Pier Luigi Nervi** (1891-1979) enjambant le fleuve Cecina, à proximité de Volterra. La surintendance de Pise, qui a autorisé son dynamitage assure n'avoir découvert la paternité de la construction qu'après sa destruction. Nervi est entre autres l'auteur du stade de Florence (1930), du stade Flaminio de Rome (1959 et du Palais du Travail de Turin (1967).

► Nous rappelons que nous diffusons une lettre d'informations régulières sur *Internet* comprenant les documents trop volumineux pour être inclus dans notre formule papier. S'inscrire auprès de notre site Internet *www.faits-et-documents.com*



POLITIQUEMENT INCORRECT



► De très nombreuses photos, issues de films d'agences de presse ou de télévision différentes (tels _Associated Press_, *Reuters* ou *CNN*), ce qui exclut toute manipulation vu la multiplicité des sources (et donc certaines ont fait la « une » des quotidiens), présentent un « détail » particulièrement surprenant lors de l'incendie des *Twin Towers* de Manhattan : dans la fumée noire, apparaît très nettement la forme d'une tête « diabolique », avec cornes, yeux, nez, bouche, barbe. Très gênée, l'*Associated Press*, dans un communiqué du 13 septembre, a certifié d'une part que ses photos, et celle-ci en particulier, n'étaient pas retouchées, d'autre part qu'elle ne s'expliquait pas le phénomène. Nous reproduisons ci-dessous la photo d'*Associated Press* et d'autres extraites, image par image, du film de *CNN*.



► Autre curiosité, la police « wingdings » de Microsoft donne, lorsqu'on convertit, depuis le logiciel *word* les majuscules NY, une tête de mort et une étoile juive. Une autre rumeur a attribué à l'un des avions-suicide l'identificateur Q33NYC, qui donne successivement, en police « wingdings », un avion, deux tours, une tête de mort, une étoile juive et un pouce levé en signe de « O.K. ».

► Afin de favoriser les économies d'énergie, le Premier ministre thaïlandais **Thaskin Shinawatra** a préconisé, le 25 septembre, l'abandon du port des costumes occidentaux, pronant un retour à la chemisette. Lors de sa réunion hebdomadaire, le conseil des ministres a donc adopté une résolution demandant à tous les fonctionnaires de ne plus porter de vestes et invitant les salariés du secteur privé à faire de même rapidement. Seuls quatre climatiseurs sur six ont été allumés au cours de cette réunion ministérielle a précisé le porte-parole du gouvernement.

✷ Dans de nombreuses villes, La Poste réduit sa distribution de courrier, passant de deux tournées, l'une le matin et l'autre l'après-midi à une seulement. Elle n'en prétend pas moins être ainsi « plus proche » de ses clients, affirmant sans rire qu'il s'agit là d'une « amélioration », alors même qu'il s'agit, en réalité, d'une dégradation.

LA POSTE

Paris, le 11 septembre 2001

Vos facteurs plus proches de vous !

Chère Madame, cher Monsieur

J'ai le plaisir de vous annoncer l'ouverture le **17 septembre 2001 du nouveau centre de distribution du courrier au cœur du 19e arrondissement.**

Cette installation permet une amélioration de la distribution. Votre facteur vous distribuera, en effet, **la totalité de votre courrier dans la matinée.** Bien entendu, la presse d'après midi continuera d'être livrée aux heures habituelles.

En créant un espace postal neuf complet avec bureau de poste, accueil entreprises et centre de distribution, La Poste réaffirme sa **volonté de proximité et d'efficacité.**

Soyez assurés que tout le personnel se mobilise pour assurer, dans ce nouveau contexte au sein de votre arrondissement **un service postal de qualité.**

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Jean-Luc DUPAS
Directeur du centre de
distribution du courrier du 19e

► Le langage administratif devrait être simplifié sous l'impulsion du nouveau Comité d'orientation pour la simplification du langage administratif, qui comprend parmi ses membres le chanteur **Pierre Perret**. Mais où Marianne va-t-elle chercher tout cela?

► Un transsexuel britannique, **Richard Ward**, plus connu sous le nom de **Sarah West**, vient de déposer plainte contre United Airlines, accusant le personnel de l'avion dans lequel il avait embarqué de l'avoir « publiquement humilié » en le forçant à s'habiller en homme afin d'être conforme à la photo de son passeport et au sexe indiqué sur celui-ci. Profondément traumatisé, il estime à 50 000 dollars de dommages et intérêts le « stress émotionnel profond » qui lui a été causé par cette « agression ».

Faits & Documents, bimensuel édité par Faits & Documents, BP 254-09, 75424 Paris cedex 09, France. Tel/fax : 01 40 16 80 92
Directeur de publication : Emmanuel Ratier. Site Internet : *www.faits-et-documents.com*
© Faits & Documents 2001. Reproduction strictement interdite.
E-Mail : *eratier@faits-et-documents.com*
Mis en page par Rivoal Communication. Commission paritaire N°76-548. ISSN 1268-5690. Imprimé par Dalex, Montrouge.
Abonnement annuel (21 nos + 1 index) : 495 F (soutien : 650 F); 6 mois (10 nos) : 300 F; 3 mois (5 nos) : 200 F.